

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**

AVENANT « SALAIRES » N° 14 DU 30 OCTOBRE 2008

NOR : *ASET0851266M*

IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

Le syndicat national du notariat CFE-CGC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études CGT ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire (affiliée à la CGT-FO),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre de l'article 14.2 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, la valeur du point est fixée à 12,22 € pour 35 heures.

**Article 2**

Le tableau ci-après indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT jusqu'au 30 juin 2008	SALAIRE mensuel au 1 <sup>er</sup> mars 2008	COEFFICIENT à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2008	SALAIRE mensuel au 1 <sup>er</sup> octo- bre 2008
Employés	E 1	110	1 338	110	1 345
	E 2	115	1 399	115	1 406
	E 3	120	1 460	120	1 467
Techniciens	T 1	125	1 520	132	1 614
	T 2	146	1 776	146	1 785
	T 3	195	2 372	195	2 383
Cadres	C 1	210	2 554	220	2 689
	C 2	270	3 284	270	3 300
	C 3	340	4 135	340	4 155
	C 4	380	4 621	380	4 644

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC, sauf application des dispositions de l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat.

### Article 3

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2008.

Il sera déposé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émarginée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 30 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)